

La Presse

1. La Presse. 1838-03-31.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

SAMEDI 31 MARS.

ANNONCES
1 franc 50 centimes la ligne,
RUE SAINT-GEORGES, 16.



PRESSE

2^e ANNÉE. — 1838.

ABONNEMENTS
Datent des 1^{er} et 15 du mois.
RUE SAINT-GEORGES, 16.

Paris, 30 mars

On peut faire de graves et utiles réflexions sur les derniers événements qui ont eu lieu en Portugal. Le Portugal, il est vrai, ne touche pas à nos frontières; les mœurs et les habitudes des Portugais sont fort différentes des nôtres; on connaît à peine, en France, les noms des diverses factions qui déchirent ce malheureux pays. Mais les passions politiques se ressemblent partout, et il est bon d'observer ce que produisent, aux dernières limites de l'Europe occidentale, les ambitions individuelles jointes à d'aveugles illusions démagogiques, pour savoir ce qui nous arriverait à nous-mêmes, si nous ne prenions pas soin de maintenir la dignité de la couronne et l'autorité des lois.

Qu'est-ce que demandaient les insurgés de Lisbonne? La liberté n'est-elle pas assez grande en Portugal? le trône y possédait-il encore un pouvoir trop absolu? le ministère a-t-il été choisi parmi les adversaires des nouvelles institutions? le peuple, enfin, est-il surchargé de taxes, ou opprimé dans l'exercice de ses droits politiques? Pas le moins du monde. La liberté est tellement grande en Portugal, que nos radicaux, si difficiles à contenter sur cette matière, n'en voudraient pas davantage pour faire de la France le pays le plus florissant et le plus heureux qu'il soit possible d'imaginer. La puissance royale y est à peu près nulle; le ministère est sorti d'une insurrection triomphante, le peuple ne paie les impôts qu'autant qu'il lui convient, et n'a pas besoin de se gêner pour nommer des représentants selon son cœur, fussent-ils les ennemis personnels de la reine. Le Portugal, en un mot, est la terre promise du radicalisme, le beau idéal de ses utopies. Que lui manquait-il donc? Rien du tout, sinon de pouvoir donner des places éminentes à tous ceux qui désirent en avoir, et du pain aux gens du peuple qui ne veulent pas prendre la peine d'en gagner.

Car voilà les deux grandes causes de ces insurrections qu'on nous présente avec tant d'emphase comme les manifestations du progrès de l'humanité. Il y a, d'une part, quelques hommes qui se sentent mal à l'aise dans leur position inférieure; ils ont assez d'orgueil et se croient assez de talent pour aspirer à tenir les rênes de l'état. Le gouverneur civil de Lisbonne envie le poste de premier ministre; l'inspecteur des chantiers se juge capable d'être gouverneur civil, et le chef de bataillon pense qu'il mérite de porter les épaulettes de général. Aussitôt, MM. Soares Caldeira, le gouverneur civil, Franca, l'inspecteur des chantiers, et Mantas, le chef de bataillon, organisent un mouvement soi-disant national, et réclament impérieusement un autre ministère. Ceux-là, au fond, ne se mettent nullement en souci d'obtenir une charte plus démocratique; il leur importe fort peu que le pays soit libre ou qu'il ne le soit pas : la liberté est le masque qu'ils doivent prendre au dix-neuvième siècle, comme ils auraient pris au seizième celui de l'intolérance religieuse. Une seule chose leur importe essentiellement : c'est de quitter la place où leur ambition est à l'étroit pour en obtenir une plus haute et mieux payée.

Mais ces hommes-là ne suffiraient pas à faire une insurrection sans le concours d'une autre classe de gens qui appartiennent aux derniers degrés de la population. Ceux-ci, pauvres dupes, dociles à la voix des meneurs, s'imaginent qu'une nouvelle charte et de nouveaux ministres leur fourniront le moyen de gagner davantage en faisant moins de travail. La liberté n'est guère pour eux que le privilège de se croiser les bras et de vivre dans l'abondance; ils supposent naïvement qu'une constitution politique va renouveler le miracle de la multiplication des pains, et donner quarante sous par jour à quiconque viendra les demander. Pleins de cette merveilleuse espérance, ils sont toujours prêts à prendre les armes contre les lois établies, et ne s'aperçoivent que le lendemain qu'ils sont devenus plus pauvres encore et plus misérables qu'auparavant.

C'est ainsi que la dernière insurrection s'est faite à Lisbonne, et nous en verrions de parfaitement semblables chez nous, pour peu que l'on abaissât la barrière des lois et qu'on voulût suivre la pente tracée par l'Opposition. Nous avons aussi bien que le Portugal, malgré l'incontestable supériorité de nos lumières et de nos mœurs, des hommes qui prétendent monter à tout prix au faîte du pouvoir, et d'ignorants ouvriers qui rattachent à l'idée d'une charte démocratique les espérances les plus extravagantes. Pour les uns comme pour les autres, la liberté n'est qu'un prétexte; ils en ont assez, ils en feraient même bon marché à l'occasion. Le but, c'est de procurer aux premiers beaucoup de pouvoir, aux seconds beaucoup d'argent; et comme on ne parviendra jamais à satisfaire tout le monde sous ces deux rapports, il en résulte qu'on doit contenir et réprimer ces folles prétentions, sous peine de livrer le pays à de perpétuels ébranlements.

Allons plus loin. Quel est le moment choisi par les factieux de Lisbonne pour tenter une nouvelle révolution? C'est celui où l'ordre commençait à renaitre et les lois à se rétablir. La reine le dit en propres termes dans sa proclamation : « Au moment où, après tant de déchirements politiques, la constitution de la monarchie, symbole de paix et gage d'alliance et de réconciliation entre tous les Portugais, allait être jurée... » quand tout enfin pouvait faire espérer que le Portugal allait retrouver des jours de paix et de prospérité, un petit nombre d'hommes égarés menacent l'ordre social, les armes à la main, et me déniaient l'exercice des prérogatives dont la constitution elle-même m'a revêtue, ils veulent promener encore dans la patrie la torche incendiaire de la discorde... » Pourquoi s'étonnerait-on de cela? C'est la marche habituelle des factions. Rien ne leur est plus contraire et plus pesant que la restauration de l'ordre public. Quand l'ordre existe, chacun reste à sa place, et les ambitions sont enchaînées; il faut, bon gré mal gré, que le fonctionnaire subalterne se contente de ce qu'il a, et que les membres des classes ouvrières travaillent beaucoup pour gagner peu. Les insurgés du Portugal n'avaient donc pas un jour à perdre pour lever le drapeau de la révolte. Plus tard, dès que la charte aurait été jurée et le trône affermi, com-

ment auraient-ils pu espérer d'atteindre leur but? Prenons les armes, battons-nous au nom du peuple et de la liberté; nous rallumerons les feux de la discorde, nous bouleverserons tout ce qui est établi, hommes et lois, et dans cette immense mêlée, nous parviendrons peut-être à saisir quelque chose! Tel a été le raisonnement des rebelles de Lisbonne; tel serait celui de nos associés de clubs, s'ils voyaient le moindre jour à réussir dans leurs projets.

Quels moyens a-t-on employés en Portugal pour obtenir le changement des ministres? La force, la force militaire, la force brutale, l'argument des coups de fusil. Chose remarquable et digne d'une sérieuse attention que les radicaux de tous les pays, ces austères dialecticiens, ces hommes si intraitables sur les principes, et qui se récrient si fort quand ils croient découvrir la moindre atteinte aux droits des citoyens, ne se font aucun scrupule de violer eux-mêmes tous les droits, de déchirer les constitutions à la pointe des baïonnettes, et d'en appeler, chaque fois qu'il leur plaît, à la discussion suprême de la force matérielle! Que deviennent alors les principes? Que fait-on des maximes de justice et de liberté qu'on avait proclamées avec tant d'ostentation? Mais que parlons-nous de principes et de maximes d'équité? Il ne s'agit pas de cela; il s'agit d'être fort, il s'agit de vaincre, il s'agit de renverser tout ce qui existe; et puis, quand la place sera vide, quand nous y serons installés, on aura toujours le temps d'inventer des principes qui consacreront comme ils pourront nos nouveaux droits.

Heureusement, la couronne ne s'est pas manquée à elle-même dans l'insurrection de Lisbonne, et tandis que de faibles ministres, trop bien imités par des cortès qui craignaient de perdre une popularité éphémère, se hâtaient de livrer le Portugal aux entreprises de quelques séditeux, on a vu une femme, une femme de peu d'années et d'expérience, déployer un noble courage, et retenir la constitution portugaise sur le bord de l'abîme. Là comme ailleurs, le trône a été le représentant et l'appui des véritables intérêts nationaux; il s'est placé en travers des flots de la démagogie comme une digue tutélaire, et de grands malheurs ont été épargnés à un peuple qui a déjà payé bien cher l'exportement de ses passions politiques. Maintenant l'émeute est vaincue, et le pouvoir n'est plus assis sur les résultats d'une insurrection victorieuse. Il a un nouveau point de départ; il s'est retrempe dans l'énergie de la reine et de ceux qui lui ont prêté le secours de leur épée. Sera-ce l'aurore d'une ère plus paisible et le commencement d'une période ascendante pour le Portugal? Nous le désirons plus que nous n'osons l'espérer.

La chambre des pairs a continué la discussion sur la pétition des habitants de Bordeaux. L'ordre du jour a été voté à une grande majorité. La discussion de la loi des faillites a occupé la séance de la chambre des députés.

On lit dans le *Moniteur* :

« Les feuilles publiques ont donné le texte de deux conventions conclues avec le gouvernement d'Haïti par MM. de Las-Cases et Baudin : le gouvernement du roi a reçu en effet une copie de ces conventions, mais l'original est entre les mains des deux commissaires, qui ne doivent arriver en France que vers le milieu d'avril. Ils seront accompagnés de deux commissaires haïtiens. Ce n'est qu'après le retour de MM. Las-Cases et Baudin que la ratification aura lieu, et que les deux conventions pourront recevoir une publication officielle. »

Notre correspondant de Londres nous transmet les détails suivants sur la cérémonie qui a eu lieu, le 26 mars, aux chantiers de Barking, à l'occasion du lancement d'un paquebot de grande dimension, destiné à la navigation entre Londres et Boulogne. Le nom de la *Ville de Boulogne* donné au bateau à vapeur, et l'invitation adressée aux autorités de la ville maritime française, faisaient de cette fête une espèce de congrès industriel singulièrement curieux à observer. C'était en effet la première fois que les deux rives de la Manche s'alliaient dans un but commun; et l'honorable M. Adam, maire de Boulogne, qui était en cette occasion l'organe de la France, a su trouver des paroles merveilleusement adaptées aux principes et aux intérêts de notre pays.

Londres, 26 mars 1838.

Les autorités de la ville de Boulogne, au nombre de douze personnes, à la tête desquelles se trouvait M. Alexandre Adam, maire de cette ville, sont arrivées hier soir à Londres par le paquebot anglais *l'Emerald* envoyé pour les prendre.

Ce matin, les membres de cette députation ont pris part à un déjeuner qui leur a été offert par M. Bleadon, président du conseil des directeurs de la compagnie commerciale des paquebots à vapeur.

Ils se sont rendus, dans des voitures mises à leur disposition, au chantier du paquebot situé à Barking, à environ 7 milles de Londres. Une foule immense s'y trouvait déjà réunie; tous les habitants, augmentés d'un nombre considérable de personnes de Londres venues en voitures, diligences et omnibus, remplissaient les rues, garnissaient les croisées des maisons et les abords du lieu où le paquebot devait être lancé. La députation fut reçue à bord du paquebot par la musique d'un régiment anglais, et par les directeurs de la compagnie commerciale.

Vers midi et demi, on a annoncé l'arrivée du lord-maire dont on apercevait de loin le brillant équipage parcourant rapidement la route. A son entrée dans Barking, les directeurs de la compagnie commerciale marchèrent en tête de la voiture, portant à la main des bâtons dorés. Le cortège parcourut ainsi les rues, les habitants s'écarterant avec empressement pour lui faire place, saluant le lord-maire de leurs acclamations et lui prouvant par des marques nombreuses de respect tout le prix qu'ils attachaient à le voir parmi eux.

La voiture, décorée avec un goût rare et une magnificence que rien ne peut surpasser, était attelée de quatre beaux chevaux gris.

Le lord-maire s'y trouvait avec sa femme et sa mère. Les directeurs de la compagnie et les membres de la députation de Boulogne étaient sur les lieux au moment où sa seigneurie et les dames qui l'accompagnaient descendirent de voiture. Le président des directeurs de la compagnie lui présenta M. Alexandre Adam, maire de Boulogne, qui, à son tour, présenta les autorités qui étaient avec lui, et remercia, au nom de la ville de Boulogne-sur-Mer, le lord-maire de l'honneur qu'il leur avait fait en les invitant à assister à cette cérémonie.

Après avoir visité ensemble le beau paquebot qui était sur le chantier, et avoir félicité le constructeur habile qui avait dirigé les travaux, et qui était parvenu à réunir dans ce navire l'élégance des formes à la solidité, l'opération du lancement fut annoncée en présence d'un concours innombrable de curieux qui couvraient les abords du bassin, et qui garnissaient les maisons et tous les édifices publics voisins. On remarquait, à peu de distance, une ancienne tour, environnée de quelques ruines, restes d'une vieille abbaye dont on conserve les dernières traces; sa terrasse était garnie de spectateurs. Le

coup-d'œil, favorisé par un très beau temps, était fort imposant.

Le paquebot était paré des couleurs nationales auxquelles on avait joint le drapeau tricolore français. Une salve d'artillerie fut tirée; la musique exécuta l'air de la *Parisienne*, et le signal pour le lancement fut donné.

Au premier mouvement du navire, la lady maîtresse qui était sur une plate-forme placée derrière le navire, ayant le maire de Boulogne à sa droite et le lord-maire à sa gauche, lança avec force contre le bordage du navire une bouteille de vin qui fut brisée, en déclarant, en sa qualité de marraine, qu'elle nommait le paquebot *City of Boulogne*, et lui souhaitait tout succès.

Le lord-maire, s'adressant alors à M. Alexandre Adam, maire de Boulogne, lui dit en anglais : « Puisse, monsieur, la cérémonie qui vient d'avoir lieu, contribuer à cimenter de plus en plus les liaisons qui s'établissent entre la France et l'Angleterre, et principalement entre les villes de Boulogne et de Londres : c'est par des relations de commerce que les peuples tendent à se rapprocher et à s'unir pour conserver la paix dont ils ont tous besoin. Nos deux grandes nations sont faites pour s'estimer, leur union assurera la paix de l'Europe et les progrès de la civilisation. Il était réservé à la compagnie commerciale de donner le premier exemple de cette union internationale. »

M. Alexandre Adam répondit en anglais : qu'il était heureux de se trouver le premier maire d'une ville française invité à une cérémonie aussi importante, et qui devait contribuer à cimenter les liens d'amitié des deux premières nations de l'Europe; qu'il en sentait d'autant plus le prix, qu'il n'avait jamais partagé les préventions qui avaient existé autrefois dans son pays contre la nation anglaise dont il avait, dès sa jeunesse, apprécié le caractère honorable; qu'il se félicitait en voyant ces sentiments faire des progrès rapides et une estime réciproque être le résultat des relations qui augmentaient chaque jour entre les deux pays; qu'il remerciait sa Seigneurie de l'honneur fait à la ville de Boulogne dans la personne de ses principaux fonctionnaires; que cette circonstance ne s'effacerait jamais de leur mémoire; qu'enfin il était certain d'être l'interprète fidèle de ses concitoyens, en déclarant que la ville de Boulogne se trouverait très heureuse de voir arriver dans son port le paquebot auquel lady maîtresse venait de donner le nom de cette ville pour la fête du roi des Français qui aurait lieu le 1^{er} mai, et de témoigner à leurs Seigneuries, ainsi qu'à MM. les directeurs de la compagnie commerciale, toute sa gratitude pour la réception faite à ses représentants. »

Le lord-maire témoigna son désir de répondre à cette invitation, si les devoirs de sa charge le lui permettaient, et les directeurs promirent de faire tous leurs efforts pour que le paquebot pût être prêt au 1^{er} mai.

Leurs Seigneuries retournèrent à leur voiture précédées des directeurs qui ouvraient la marche, et accompagnées d'un immense concours de spectateurs.

Parmi les personnes de distinction qui avaient accompagné la députation française de Londres à Barking, on remarquait la célèbre miss Pardo, connue par diverses publications, principalement par son ouvrage sur Constantinople intitulé : *The City of the Sultan*. Il est impossible de joindre plus d'érudition à plus de grâces et d'amabilité.

Le soir eut lieu un splendide banquet dans le magnifique salon de réception de la compagnie. Le lord-maire en grand costume écarlate, revêtu de tous les insignes de sa dignité, occupait le fauteuil. A sa droite était le président de la compagnie, auprès duquel se trouvaient le maire de Boulogne, le colonel de la garde nationale, etc.; à la gauche du lord-maire, le président du tribunal civil de Boulogne, le directeur des douanes, etc. La salle, de plus de cent pieds de longueur, et d'une grande élévation, était richement éclairée; plus de 250 personnes prenaient part au banquet, en qualité de directeurs ou actionnaires de la compagnie; les tables étaient couvertes des plats les plus recherchés, des vins les plus fins et une musique délicieuse se fit entendre pendant tout le repas, au moyen d'une orgue que la salle renfermait. La plus franche cordialité régna pendant tout le festin, et les Français qui y étaient présents, furent constamment l'objet des attentions les plus délicates.

Le repas avait été précédé et fut clos par la prière d'usage, récitée dans le plus profond recueillement.

L'air de la *Parisienne* fut exécuté de nouveau.

Les toasts commencèrent. Le premier fut porté par le lord-maire, à la reine d'Angleterre, et fut accueilli par les acclamations les plus vives, et sans cesse renouvelées. Le maire de Boulogne se leva et s'adressant en anglais à tous les convives, leur dit : « Messieurs, nous avons entendu avec un vif plaisir l'air national français de la *Parisienne* que vous avez eu l'attention de faire exécuter deux fois aujourd'hui, et vous avez bien jugé des sentiments qu'il fait naître en nous; mais nous serions heureux de nous joindre à ceux que vous éprouvez également pour votre gracieuse souveraine, en entendant l'air national *God save the Queen*. » Cette demande fut accueillie avec enthousiasme, et le grand air national fut chanté avec un ensemble qui ajoutait encore à cette imposante cérémonie.

Le second toast fut porté par le lord-maire à la reine douairière et à la famille royale.

Le troisième, au roi des Français, fut accueilli avec le même enthousiasme. Le maire de Boulogne répondit pour exprimer sa reconnaissance de voir les sentiments de la nation française, à l'égard du souverain auquel elle était redevable de ses libertés, partagés par une nation qui, depuis long-temps, marchait à la tête des monarchies constitutionnelles.

Le quatrième fut porté par le maire de Boulogne au lord-maire de la Cité de Londres. Il rappela les qualités qui distinguent ce magistrat en faisant observer qu'il rendait à ses fonctions tout l'éclat qu'il en avait reçu, autant par ses vertus privées que par la justice et l'habileté de son administration; qu'il ne savait comment exprimer la reconnaissance que les représentants de la ville de Boulogne éprouvaient de l'accueil distingué qui leur était fait; qu'ils ne pouvaient le considérer comme limité aux habitants de Boulogne seulement; mais qu'ils le regardaient comme un hommage rendu à la nation française dans la personne d'une ville française, par la puissante Cité si digne de représenter la nation britannique.

Le cinquième fut porté par le lord-maire au maire de la ville de Boulogne, et accompagné des choses les plus obligeantes pour les habitants de cette ville et le magistrat qui l'administre. M. Alexandre Adam répondit à sa Seigneurie que son plus grand désir était de voir les relations entre les deux pays prendre chaque jour un plus grand développement, et assurer une paix éternelle aux deux nations; que, dans son opinion, les meilleurs moyens étaient de réduire les droits de douane et de faciliter les communications entre Londres et Paris.

Divers toasts furent successivement proposés, entre autres à la liberté du commerce par M. L. Fontaine fils, de Boulogne. Ils furent tous accueillis avec empressement par les convives.

Les intervalles étaient remplis par une musique excellente et par des morceaux chantés par des artistes distingués. On remarqua principalement celui dont le refrain finissait par les mots français : *Vive le roi*, qui fut chanté après le toast à S. M. Louis-Philippe.

L'ordre le plus parfait, le respect le plus complet des convenances n'ont pas cessé de régner dans cette réunion remarquable qui laissera, dans l'esprit de ceux qui y ont assisté, de longs souvenirs.

Demain 27 mars, les membres de la députation sont invités par le lord-maire, à un banquet qui aura lieu à l'Hôtel-de-Ville.

Les fonctionnaires qui composent la députation sont :

M. Adam, maire de Boulogne, chevalier de la Légion-d'Honneur;
M. Dessaux, président du tribunal civil;
M. Sansot, colonel de la garde nationale, officier de la Légion-d'Honneur;
M. Marcotte, directeur des douanes, chevalier de la Légion-d'Honneur;
M. Lavel, directeur des contributions indirectes;
M. Marguât, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, chevalier de la Légion-d'Honneur;
M. Martinet, adjoint du maire;
M. Pollet, lieutenant de port;
M. Vissacq, membre du conseil municipal;
M. L. Fontaine, négociant;
M. Coquet, courtier maritime;
M. A. Bassan, agent de la compagnie commerciale à Boulogne.

Afrique. — Alger, 7 mars. — Beïn-Aïssa, ancien Kalifa d'Achmet bey, attend ici la réponse du gouvernement français aux propositions de soumission qu'il a faites : cette réponse peut arriver par le prochain courrier. Ce chef kabyle s'engage à occuper Stora et les environs avec 500 hommes, et garantit la soumission de toutes les tribus du valion de l'Oued Rumel. Il paraît, au reste, que dans tous les cas, ce point du littoral sera bientôt occupé.

Les nouvelles de Bone et de Constantine, qui nous sont parvenues hier, sont très favorables. Notre domination est solidement établie dans cette province.

Nouvelles étrangères.

Espagne. — On écrit de Bayonne, 27 mars : « Un bateau à vapeur, parti le 24 au soir de Santander, a apporté à St-Sébastien la nouvelle parvenue hier soir ici, qu'une affaire avait eu lieu entre le général Latre et la colonne carliste qui a passé l'Ebre supérieur, le 18, à Soncillo. On n'a encore aucun rapport officiel sur cette affaire dans laquelle les deux généraux Latre et Negri auraient été blessés. »

« Il paraît certain que si une autre expédition attire Diego Leon sur la rive droite de l'Ebre, les 50 bataillons au moins, dont le prétendant peut disposer en deçà de ce fleuve, peuvent tenter quelque entreprise sur Vittoria et même sur Bilbao. »

« On donne comme positive la rentrée de M. Erro au ministère du prétendant, et, par suite, le rappel de Villareal, Eguia, et autres chefs disgraciés. »

« Le bruit a couru à Vera que les christinos concentraient des forces à Hernani. Ils ont fait entrer des renforts à Irun et Oyarzun. Leur but serait, dit-on, d'attaquer la ligne carliste d'Andoain. »

« On assure que les soldats faisant partie de la colonne de Párdinas et Sanz, arrivés à Madrid, travaillent activement aux fortifications. »

Grande-Bretagne. — *Londres, 28 mars.* — Une nombreuse réunion s'est tenue aujourd'hui, à Exeter-Hall, sous la présidence de M. Blair, ancien maire de Bath; on comptait 400 personnes, parmi lesquelles 370 députés des sociétés pour l'abolition de l'esclavage. L'assemblée, après avoir voté des remerciements à lord Brougham pour le zèle et le talent déployés par lui dans l'intérêt de la cause des esclaves, a décidé que des députés seraient désignés pour se rendre auprès des lords Melbourne et Glenelg, afin de leur faire part du vœu de l'assemblée pour l'abolition de l'esclavage. L'assemblée veut cette abolition absolue, pacifique, et sans conditions. Les députés se sont rendus en corps à la trésorerie, marchant deux à deux en bon ordre. Leur nombre s'élevait à 500. Cette longue procession piquait vivement la curiosité publique dans les diverses rues qu'elle a parcourues.

C'est M. Blair, président, qui a porté la parole; la commission a été accueillie avec distinction par les ministres; mais il n'en a pas été de même de l'objet de la démarche, qui a échoué complètement. En sortant de l'hôtel de lord Melbourne, où ils avaient été reçus, les députés sont rentrés à Exeter-Hall, où ils ont adopté, après une longue et chaleureuse discussion, une résolution conçue en ces termes :

« La réponse de lord Melbourne à la députation étant très peu satisfaisante, une sous-commission sera désignée pour préparer des résolutions, qui seront soumises, ce soir à 9 heures, à l'assemblée des députés, dans Brown's Hotel. » Il a été ensuite décidé que chaque député écrirait, dans la soirée, à ses commettants, pour les engager à redoubler d'efforts.

Allemagne. — *PRUSSE.* — *Berlin, 19 mars.* — Le rappel de M. de Buntzen est définitivement résolu, attendu que le pape a déclaré qu'il ne reprendrait les négociations qu'après la réintégration de l'archevêque de Cologne, et c'est là une concession que notre gouvernement ne lui fera jamais. Il est donc impossible de dire comment finira cette affaire, et même de prévoir les embarras qu'elle pourra occasionner; ce qui est toutefois certain, c'est que l'irritation des esprits ne semble nullement se calmer.

Francfort-sur-le-Main, 22 mars. — Tous les bruits qui annonçaient comme prochaine la solution de l'affaire hollandaise sont prématurés et fondés uniquement sur des spéculations de bourse. Du moins, aucun diplomate n'a encore reçu une communication officielle à ce sujet, et des lettres d'Amsterdam révoquent en doute une pareille nouvelle.

HANOVRE, 16 mars. — M. de Schéele s'est présenté il y a quelques jours, pour la première fois, comme commissaire du roi, près la première chambre; il fut question de la pétition de M. Stuve, relative au maintien de la loi fondamentale, sur quoi, M. de Schéele proposa de considérer son abrogation comme un fait accompli et de passer à l'ordre du jour, puisque toute opposition ultérieure serait inutile, le roi pouvant, dans tous les cas, gouverner sans le concours des états. Les votes ayant été recueillis aussitôt, la première chambre rejeta à une très grande majorité la proposition du ministre, qui n'obtint que huit votes en sa faveur, parmi lesquels on compte celui de son propre fils, député de l'ordre équestre d'Osnabrück, ceux des deux Stolberg, du prince de Bentheim, etc. etc.

Goettingue, 22 mars. — On estime à plusieurs centaines le nombre des étudiants qui ont quitté notre université depuis quelques semaines, et l'on doute fort qu'il en revienne un certain nombre. Le professeur Langbeck a été appelé à Vienne, pour y occuper un poste honorable. On espère qu'il sera retenu ici par l'importance des propriétés foncières, dont il est propriétaire dans notre ville.

Turquie. — *Constantinople, 23 février.* — On parle ici depuis quelque temps d'un nouveau voyage du sultan, qui aurait l'intention de visiter les îles de l'Archipel. La santé du fils aîné du sultan n'est pas encore parfaitement rétablie.

Nouvelles diverses.

Hier au soir, le roi a travaillé avec M. le comte de Bondy, intendant-général de la liste civile.

Aujourd'hui, S. M. a travaillé avec MM. les ministres de la guerre, de la justice et du commerce.

Ce matin, à huit heures, MM. les ducs d'Orléans et de Nemours sont allés à Chantilly.

— La grossesse de Mme la duchesse d'Orléans, que nous avions annoncée, il y a déjà quelque temps, est officiellement déclarée dans le *Moniteur*.

— Par ordonnance du roi, en date du 20 mars 1858 :

Vu la loi du 19 avril 1831;

Vu l'extrait des procès-verbaux des séances de la chambre des députés, duquel il résulte que la chambre a reçu, dans sa séance du 10 de ce mois, la démission de M. Emile de Girardin, député de la Creuse;

Le collège du 5^e arrondissement électoral du département de la Creuse est convoqué à Bourgneuf pour le 17 avril prochain, à l'effet d'élire un député.

— Par ordonnance du roi du 25 mars, M. Charles-Alexandre Boiste a été nommé notaire à Issoudun, département de l'Indre.

— Le *Moniteur* publie aujourd'hui :

La loi qui autorise la cession gratuite à la ville de Paris d'avenues et places dépendant de l'Hôtel des Invalides et de l'Ecole-Militaire;

La loi qui approuve l'échange d'un immeuble domanial contre la manufacture d'armes de St-Etienne;

La loi qui accorde à la veuve du général Damrémont une pension de 6,000 fr. à titre de récompense nationale.

— Par décision du 2 mars 1858, le roi a prescrit la dissolution du bataillon de tirailleurs d'Afrique.

— M. Daniel-Jules-Edmond Ancel, nommé vice-consul de Sardaigne au Havre, vient d'obtenir, en cette qualité, l'exequatur du ministère des affaires étrangères.

— M. le marquis de Rougé, pair de France démissionnaire, ancien colonel commandant en second de la compagnie des Cent-Suisses, a succombé hier soir une attaque d'apoplexie foudroyante.

— M. Adolphe Chauveau, ancien avocat aux conseils et à la cour de cassation, vient d'être nommé professeur de droit administratif à la Faculté de Toulouse. Nous félicitons sincèrement l'Académie de cette ville : c'est une acquisition qui lui fait honneur. M. Chauveau est connu par ses ouvrages remarquables publiés.

Lyon 28 mars. — L'envoyé d'Abd-el-Kader et sa suite partent aujourd'hui pour Paris. Hier ils se sont présentés dans une maison de fabrique de notre ville, où ils ont fait quelques commandes. Quoique l'ambassade algérienne ait un interprète qui l'accompagne dans son voyage, les personnes qui ont eu des rapports avec elle assurent que les personnages dont elle se compose s'expriment en français avec une rare facilité et qu'ils montrent une connaissance de nos usages et de nos localités fort étrange pour des enfants du désert.

Ben Aratch avant de partir a adressé la lettre suivante à M. le maire de Lyon.

Monsieur le maire,

Désirant laisser pendant mon séjour à Lyon une marque de mon désir de soulager la misère des indigènes, à quelque religion qu'ils appartiennent, j'ai l'honneur de vous envoyer une somme de 1,000 fr. que j'ai destinée à cet usage, et je vous prie de vouloir bien la faire distribuer en mon nom, et de la manière que vous jugerez la plus convenable, entre les pauvres de cette ville.

Agréé, etc.

Lyon, le 26 mars.

MAOULOUD BEN ARATCH,
Envoyé d'Abd-el-Kader près de Sa Majesté.
(Suit le cachet.)

— On se rappelle peut-être le procès fait à quelques spéculateurs pour avoir tenté de séduire des employés du télégraphe à la résidence de Tours. L'une des personnes impliquées dans cette affaire, M. B..., vient, dit un journal, de réaliser 800,000 fr. de bénéfice sur cent actions de l'entreprise d'asphalte de Seyssel.

— L'académie royale de Berlin vient d'adresser un appel, pour son exposition de septembre, à tous les artistes distingués de l'Europe. Le gouvernement bavarois se lance également dans la carrière des beaux-arts. Il fait construire un grand nombre de statues et de monuments pour les églises et les palais, et les bustes de plus de 140 célébrités historiques, artistiques et scientifiques.

— Le succès qu'obtient chaque soir à l'Académie royale de Musique le bel opéra de *Guido et Ginevra*, a déjà retenti en Allemagne. La direction du théâtre de Hambourg vient d'écrire à M. Maurice Schlesinger pour lui demander la partition, et un littérateur allemand s'occupe déjà de traduire le poème. On peut prédire d'avance le brillant accueil que feront nos voisins d'outre-Rhin à l'œuvre nouvelle de l'auteur de la *Juive* et de l'*Eclair*.

AVIS. — PRÉFECTURE DE LA SEINE. — Les jeunes gens dont les parents sont domiciliés dans l'étendue du département de la Seine et qui ont l'intention de se présenter cette année au concours d'admission des Ecoles Polytechnique, St-Cyr et de la Marine, sont prévenus que les registres d'inscription seront ouverts, le 1^{er} avril prochain, à l'Hôtel-de-Ville, bureau de l'instruction publique, depuis dix heures jusqu'à quatre heures de relevée.

Ces registres seront clos le 10 juin suivant.

Tribunaux.

Voici les détails que donne la *Gazette des Tribunaux* sur l'assassinat commis rue Mazarine :

« Ce matin, à six heures, au moment où les boutiques commencent à s'ouvrir, et où les ouvriers traversent la ville pour se rendre à leurs travaux, les cris : *Au meurtre, à l'assassin!* répandaient la terreur et l'effroi sur un des points les plus fréquentés du faubourg Saint-Germain. »

« Un meurtre, en effet, venait d'être commis, et grâce au zèle de quelques courageux citoyens, l'assassin, arrêté au moment où il croyait trouver son salut dans la fuite, était entraîné vers la maison où il venait de commettre un crime. Voici sur ce déplorable événement, ce qu'il nous a été possible de recueillir. »

« Dans les premiers jours du mois dernier, M. Tissier, fils du maire de Cholet (Vendée), âgé de 32 ans environ, et frère du député du même nom, descendit dans l'hôtel de Danemarck, rue Mazarine, 58, et loua, pour l'occuper durant son séjour, un petit appartement situé au rez-de-chaussée, et dont les fenêtres ouvrent sur la rue. Amené à Paris par des affaires, M. Tissier voyait peu de monde et sortait même rarement le soir; hier cependant, il ramena en rentrant chez lui un jeune homme d'une vingtaine d'années, à qui il donna l'hospitalité. Ce matin, quand le jour commençait à poindre, M. Sarrazin, le maître de l'hôtel, dont le logement se trouve contigu à celui occupé par M. Tissier, fut réveillé par un bruit inaccoutumé; il se leva à la hâte, et presque aussitôt il lui sembla entendre dans la chambre de son locataire la chute d'un corps violemment précipité sur le parquet. M. Sarrazin sortit de chez lui alors, frappa vivement à la porte et éleva la voix pour se faire reconnaître. On ne lui répond pas de l'intérieur; mais dans le silence qui succède au bruit qu'il fait, il entend le bruit du jeu de l'espagnolette de la fenêtre, et de l'ouverture de ses deux battants. Il s'élance alors vers la porte de la rue, et, à sa grande surprise, il reconnaît que le contrevent est ouvert, et aperçoit de loin un homme fuyant à toutes jambes, et vêtu seulement d'un pantalon et d'un de ces gilets de tricot grisâtres comme en portent communément les garçons bouchers. »

« Arrêtez! au meurtre! à l'assassin! » s'écrie M. Sarrazin en s'élançant à la poursuite du fugitif, dont les vêtements tout souillés de sang ne décelaient que trop clairement le crime; et comme, à ses cris, des ouvriers accouraient de la rue Guénégaud et du bord du quai, le meurtrier dirigea sa course vers le passage du Pont-Neuf, où il ne tarda pas à être arrêté. »

« Ce misérable, surpris par M. Sarrazin au moment où il allait sans doute commettre le vol, n'avait pas eu le temps de cacher l'arme qui avait servi à la perpétration de son crime, et le couteau dont il avait frappé l'infortuné M. Tissier était encore ouvert et sanglant, maintenu par une pression convulsive entre son bras gauche et sa poitrine. »

« Ramené à l'hôtel de Danemarck, où l'on ne put que difficilement entrer dans la chambre de M. Tissier, dont le cadavre, gisant dans son sang, était étendu en travers de la porte, l'assassin a déclaré se nommer Guérin (Philippe), et être ouvrier serrurier, demeurant marché Noir, 9. »

« Dès le premier moment de l'événement, M. Chauvin, commissaire de police du quartier, s'était transporté sur le théâtre du crime, où n'a pas tardé à arriver M. le juge d'instruction Cazenave, délégué par M. le procureur du roi. L'infortuné M. Tissier n'avait reçu que deux blessures, une légère à la partie antérieure du bras droit, l'autre mortelle dans le voisinage de la jugulaire et au-dessus de la jonction claviculaire. L'assassin, au moment de son arrestation, ne se trouvait porteur que d'une seule pièce de quarante sous; une assez forte somme d'argent, placée dans le secrétaire de M. Tissier, était demeurée intacte. »

« Après avoir refusé d'abord de répondre aux questions qui lui étaient adressées, Guérin a fini par dire qu'ayant une réclamation d'argent à faire à M. Tissier, celui-ci l'avait amené chez lui pour le solder; que, s'étant trouvé attardé, il avait passé la nuit sur une chaise; que ce matin une discussion s'était élevée au sujet du règlement de compte qu'il demandait, M. Tissier l'avait maltraité, et que, dans la rixe qui s'était engagée, il avait eu, lui, le malheur de se saisir d'un couteau, dont il avait peut-être involontairement porté un coup. »

« L'instruction commencée fera sans doute connaître la cause de ce meurtre, accompagné de si singulières circonstances. »

Chambre des pairs.

Séance du 30 mars. — PRÉSIDENCE DE M. DE BROGLIE, vice-président.

Présentation du projet de loi sur le dessèchement des mines.

— Suite de la discussion de la pétition des habitants de Bordeaux sur les sucres coloniaux. — L'ordre du jour est prononcé.

La séance est ouverte à deux heures.

Le procès-verbal est adopté.

MM. Lacave-Laplague et Martin (du Nord) sont au banc des ministres. M. MARTIN, ministre du commerce, présente le projet de loi sur l'exploitation et le dessèchement des mines. Le projet a déjà reçu la sanction de la chambre des députés dans la dernière session; il a été récemment adopté par la chambre des députés avec quelques amendements.

M. le ministre présente, au nom du ministre de l'intérieur deux projets d'intérêt local.

La chambre donne acte.

La chambre a entendu dans la séance d'hier, un rapport du comité des

pétitions sur une pétition des habitants de Bordeaux, qui protestent, au nombre d'environ 4,000, contre la loi sur les sucres, et demandent un dégrèvement sur les droits dont sont frappés les sucres coloniaux.

Les conclusions du rapport sont le renvoi de la pétition à M. le président du conseil et à M. le ministre des finances. Plusieurs membres ont demandé l'ordre du jour. La parole est à M. Tripié.

M. TRIPIÉ pense qu'il y a quelque exagération dans les plaintes des colonies et des ports de mer. Mais aussi, dit-il, il y a une excessive atténuation dans la manière dont les adversaires de leurs réclamations ont présenté leurs souffrances.

L'orateur cherche à établir que l'immunité et la protection accordées à la fabrication indigène, mettent le sucre colonial hors d'état de soutenir la concurrence avec cette fabrication. Les besoins de la consommation, dit-il, ne s'élèvent qu'à 100 millions de kilogrammes, et la quantité que les deux productions fournissent à nos marchés est de 116 millions de kil.; 30 millions pour le sucre indigène, et 86 pour le sucre colonial. Il est évident que le sucre indigène prend une rapide extension, et peut arriver à dépasser les besoins de la consommation. Le sucre colonial se trouvera alors sans débouchés, et la ruine des colonies sera consommée.

L'orateur, en appuyant le renvoi de la pétition aux ministres, fait observer que ce renvoi ne préjuge rien quant à la question de dégrèvement en elle-même. Ce renvoi, dit-il, n'aura d'autre but que d'engager le gouvernement à faire toutes les enquêtes qui peuvent l'éclairer sur la position respective des deux industries rivales. C'est une justice qu'on ne peut refuser aux colonies qui sont françaises aussi bien que nos départements.

M. Tripié ajoute qu'indépendamment de l'intérêt des colonies, d'autres intérêts non moins graves sont engagés dans cette question. Il l'examine successivement sous le rapport des recettes du trésor que la stagnation du sucre colonial doit nécessairement affaiblir, et des créances de la métropole envers les colonies qui s'élèvent à près de 100 millions et ne seront point remboursées. Il passe ensuite en revue les intérêts du commerce qui alimente les colonies pour plus de 60 millions de produits, et ceux de la marine marchande et de la marine de l'état qui, selon lui, sont subordonnés à la prospérité des colonies.

N'agissons pas légèrement, dit M. Tripié. Quand nous nous imposons d'énormes sacrifices en hommes et en argent pour créer de nouvelles colonies, n'allons pas sacrifier des colonies anciennes, dont nous avons retiré déjà tant d'avantages, et dont la prospérité se lie étroitement à celle de la métropole.

En terminant, M. Tripié insiste avec force pour que le renvoi soit prononcé. Si l'on ajournait à une autre session, dit-il, les réclamations des colonies, le gouvernement ne pourrait prendre des mesures propres à y faire droit que dans deux ans, et alors il ne serait plus temps d'apporter un remède au mal dont on se plaint. (Rumeurs en divers sens.)

M. MARTIN (du Nord) déclare que sa qualité de ministre du commerce lui impose le devoir de parler sur la grave question dont la chambre est saisie.

M. le ministre rappelle qu'il a consulté relativement à la loi du 18 juillet 1837, sur les sucres coloniaux, les trois conseils-généraux de l'agriculture, du commerce et des manufactures.

Le conseil-général de l'agriculture, dit M. le ministre, a demandé l'abrogation de la loi qu'il regarde comme funeste à la fabrication indigène.

Le conseil-général du commerce s'est prononcé contre la loi par des motifs analogues à ceux sur lesquels se fondent les réclamations des habitants de Bordeaux.

Mais entre ces deux conseils se trouve celui des manufactures qui a donné aussi son avis. Ce conseil a pensé que les délibérations ouvertes dans les trois conseils n'avaient produit aucun fait nouveau; que les doléances que font entendre d'un côté l'agriculture, de l'autre les colonies et les ports de mer avaient été présentées avec tout autant de force dans les discussions auxquelles la loi de 1837 a donné lieu dans les deux chambres.

Le conseil des manufactures a donc insisté en présence de ces faits pour qu'aucune mesure nouvelle ne fût prise avant la mise à exécution de la loi du 18 juillet 1837.

M. le ministre croit que cette dernière opinion est la plus sage et la plus prudente. Le but de la loi de 1837, dit-il, est de rétablir l'équilibre entre les deux industries rivales. Il faut donc attendre que l'expérience ait prononcé avant de juger cette loi. Il est d'autant plus important de ne rien précipiter, que les souffrances des colonies ont été singulièrement exagérées, en même temps qu'on a révé quant à la production du sucre indigène, une extension qui n'existe pas.

Cette production fait entendre des plaintes tout aussi bien que les colonies. Craignez de la décourager par un renvoi prématuré de la pétition qui vous occupe au gouvernement.

Quand la loi aura été mise à exécution et suffisamment éprouvée, alors nous examinerons si elle a produit les effets que nous sommes en droit d'en attendre; si elle n'a point rétabli l'équilibre, le gouvernement, soyez-en sûrs, prendra auprès des chambres l'initiative de nouvelles mesures qui pourront être appliquées avec efficacité, parce que l'expérience les aura suggérées. Mais un renvoi prononcé dans les circonstances actuelles ne serait qu'une stérile atteinte au respect que réclame une loi récemment votée, et qui n'a pas encore été exécutée. (Très bien! très bien!)

M. DE MONTALEMBERT fait valoir, à l'appui du renvoi, une considération d'un nouvel ordre. Il est possible, dit-il, que la chambre se trouve bientôt saisie d'une question fondamentale pour les colonies et d'une haute gravité en elle-même, la question de l'affranchissement des noirs.

Je suis partisan de l'affranchissement, mais je ne saurais l'admettre qu'autant qu'on accorderait aux colonies une compensation. Je ne crois pas qu'on puisse leur refuser celle qu'elles réclament aujourd'hui.

L'orateur traite ensuite la question maritime. La prospérité de nos colonies exercera toujours, selon lui, une immense influence sur notre puissance maritime qui fait notre plus grande force.

M. DE SAINT-CRICQ se prononce pour l'ordre du jour et prétend que la loi du 18 juillet 1837 qui soulève d'aussi vives réclamations, doit assurer la prospérité des colonies. Il fonde cette assertion sur ce que l'impôt qu'on a établi sur le sucre indigène est le moyen le plus efficace d'établir l'équilibre entre les deux industries qui sont en présence.

M. L'AMIRAL HALGAN appuie le renvoi dans l'intérêt de la marine.

M. DE BRIGODE s'élève avec force contre des réclamations qui ont pour objet une loi dont les effets ne sont pas encore connus. On ne fait pas les lois, dit l'honorable membre, et on les défait encore moins pour des inquiétudes.

M. THENARD repousse l'idée de tout dégrèvement. Le sucre est à son avis éminemment imposable, et il vaudrait mieux élever l'impôt qui porte sur le sucre indigène que d'affaiblir les droits dont est grevé le sucre colonial, si toutefois l'équilibre était rompu.

M. LE MARÉCHAL GROUCHY défend en peu de mots les intérêts de l'agriculture qui réclament selon lui des encouragements et qu'il ne faut pas effrayer.

L'ordre du jour est mis aux voix et prononcé.

La séance est levée à 4 heures et demie.

Chambre des Députés.

Séance du 30 mars. — PRÉSIDENCE DE M. DUPIN.

Incident relatif aux sociétés par actions. — Suite de la discussion de la loi des faillites.

La séance est ouverte à une heure et demie.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. FULCHIRON : Avant que la discussion sur la loi des faillites ne commence, je desire demander à la commission chargée de l'examen du projet de loi sur les sociétés par actions, si elle aura bientôt terminé son travail. Il paraît qu'elle se livre à une enquête, qu'elle entend des négociants, des agents de change, cela est fort louable; mais cependant chaque jour on émet à la bourse des actions sur ce que je n'hésite pas à qualifier de mensonge, il faut qu'elle hâte son travail.

Ne voyons-nous pas mettre en actions des mines d'or qui n'ont pas produit d'or depuis les Dauphins-Viennois, et des actions sur le bitume qui montent et descendent de mille écus à la fois. Cet état de la bourse de Paris est déplorable, et déjà il se fait sentir sur les bourses de province. Il en résulte de véritables ruines de familles, de véritables immoralités; celui qui a commencé par être dupe, cherche à son tour à en faire d'autres. Je demande donc que la commission veuille bien hâter son travail.

M. BARTHE, garde-des-sceaux : J'ai été informé que la commission multiplie ses séances, qu'elle les prolongeait autant que possible, et qu'elle était sur le point de terminer son travail.

M. FULCHIRON : C'est qu'on est très pressé.

M. BARTHE, ministre de la justice : Je vous assure que je suis de votre avis.

M. LE PRÉSIDENT : Le plus grand mal, c'est que ce sont les dernières

classes de la société qui sont atteintes, ce sont des portiers, des domestiques, qui ont été réduits par l'appât de coupons d'actions divisées à l'infini. Voilà ce qui devrait faire hâter la commission; elle assume une grande responsabilité sur elle.

M. GUYET-DESFONTAINES : Nous ne perdons pas de temps; nous nous réunissons chaque jour.

M. O. BARROT : La chambre est justement préoccupée de l'abus qui se fait journellement des sociétés en commandite par actions. Un projet de loi a été présenté qui tend à supprimer la faculté des sociétés en commandite par actions, et à abroger un des titres du Code de commerce. Si nous avions accepté cette pensée du projet, eh! mon Dieu, il y a déjà longtemps qu'un rapport aurait été fait, le travail eût été facile, très simple. Rien n'est plus simple en effet, que d'abroger un droit pour en prévenir les abus; nous avons voulu maintenir le droit et le régler seulement, de manière à prévenir une grande partie des abus. Nous nous sommes voués à cette œuvre difficile, nous y avons consacré toutes nos facultés. Nous avons interrogé tous les intérêts, fait appel à toutes les expériences, voilà pourquoi nous n'avons pas terminé notre travail.

Il y a quelque chose de mieux que de faire vite, c'est de faire bien, et de faire de manière à ne pas porter atteinte aux points fondamentaux de notre législation civile.

M. BARTHE, garde-des-sceaux : J'aurais désiré être entendu dans la commission pour connaître les moyens qu'elle propose. Je désire vivement que la discussion vienne à cette tribune, et si la commission a trouvé des moyens efficaces pour arriver au but que se propose toute loi, je suis disposé à m'associer à ces moyens; mais il est désirable qu'elle les ait trouvés.

M. O. BARROT : Quand nous aurons terminé à peu près le travail, nous nous ferons un devoir de vous le communiquer.

M. TESTE : Vous avez dû voir dans les procès-verbaux de la commission préparatoire, que, de prime abord, elle avait eu l'idée de laisser subsister les actions en commandite, mais de trouver des moyens pour supprimer les abus.

Après bien des recherches, nous nous sommes vus dans l'impossibilité d'opposer une barrière au débordement qui nous menace, voilà pourquoi la commission a repris une proposition qu'elle avait écartée.

Vous serez plus heureux que nous sans doute, si l'espérance, et je m'associe d'avance à vos succès; mais enfin voilà ce qui s'est passé.

M. O. BARROT : La discussion du projet est prématurée. Nous examinons la loi avec soin; si nous avions accepté le projet de loi du gouvernement, dans les vingt-quatre heures nous aurions fait un rapport; mais cela nous a été impossible. Je ne puis répondre aux susceptibilités personnelles qui se sont produites.

M. TESTE : Parce qu'elles en avaient le droit.

M. LE PRÉSIDENT : Le fond de la loi n'est pas en discussion; c'est une recommandation qu'on a voulu faire.

L'ordre du jour est la suite de la discussion de la loi des faillites.

Il restait hier à voter sur ce dernier paragraphe. « Toute hypothèque conventionnelle ou judiciaire, et tous droits d'antichrèse ou de nantissement constitués sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées, »

M. FASCALIS propose de supprimer les mots « pour dettes antérieurement contractées. »

Une longue discussion s'engage.

L'amendement est rejeté. L'article est adopté.

Art. 447. « Tous paiements faits par le débiteur pour dettes échues, et tous actes à titre onéreux par lui passés après la cessation de ses paiements et avant le jugement déclaratif de faillite, pourront être annulés si, de la part de ceux qui ont reçu du débiteur, ou qui ont traité avec lui, ils ont eu lieu avec connaissance de la cessation de ses paiements. » — Adopté.

Art. 448. « Les droits d'hypothèque et de privilège valablement acquis, pourront être inscrits jusqu'au jour du jugement déclaratif de la faillite. »

Les hypothèques et privilèges suivront le sort des actes auxquels ils auront été attachés.

Une discussion confuse s'engage sur cet article.

La chambre n'est plus en nombre; la séance est levée à cinq heures et demie.

ORDRE DU JOUR DU SAMEDI 31 MARS. — A une heure, séance publique. — Rapport de la commission des pétitions.

Variétés.

EXPOSITION DU LOUVRE (1).

CLÉMENT BOULANGER, EUGÈNE DEVÉRIA, WINTERHALTER.

Il est difficile d'imaginer quelque chose de plus gai et de plus réjouissant à l'œil que le tableau de l'Enfant prodigue dissipant son patrimoine, par M. Clément Boulanger; les Noces de Gamache, les Noces de Cana, le Festin de Trimalchion sont peu de chose en comparaison de cela, et certes, personne ne doute que l'enfant prodigue, en y allant de ce train, n'ait bientôt vu le fond de son escarcelle si profonde qu'elle soit. Derrière cette opulence, il semble entendre grogner les pourceaux de la misère, et le père du jeune drôle peut faire engraisser un veau pour célébrer la fête du retour.

M. Clément Boulanger, outre le talent de coloriste qu'il possède, serait un admirable peintre de décors, architectures et perspectives : l'Opéra le réclame évidemment. La composition de l'Enfant prodigue est merveilleusement bien entendue, les masses architecturales en sont distribuées avec un goût infini et les personnages; belles dames, élégants cavaliers, musiciens, danseurs, valets et pages s'y groupent de la façon la plus gracieuse du monde.

A la gauche du spectateur, s'élève un escalier monumental à deux rampes cotées d'un garde-fou à balustrades ventrues avec une plate-forme pour repos, où sont arrêtées deux ou trois figurines élégantes et sveltes abritées du soleil par une large ombrelle de ce rose imprégné de lumière et glacé d'or si cher aux anciens coloristes; les deux rampes ainsi réunies se divisent en gagnant, chacune de leur côté, les coins d'une magnifique terrasse pleine de fleurs, de vases et de statues qui sert de soubassement à un palais féerique; ce palais réduit à l'état de bicoque l'abbaye de Thélème et tous les rêves des Mille et Une Nuits. Au bas une fontaine adossée au mur de soutènement effilé dans des conques de marbre ses franges d'eau claire et diamantée; de grands cyprès et des pins en parasol s'élancent allègrement dans l'air bleu et doré; cet escalier, dont Paul Véronèse eût envié la disposition et de poser sa main sur la rampe et de grimper deux à deux, quatre à quatre, en sautillant comme un oiseau, tant qu'il y aura des marches; il semble que cet escalier ne puisse mener qu'au plaisir et que le bonheur soit au bout; comme les anges qui montaient et descendaient l'échelle de Jacob; mille idées joyeuses, mille fantaisies printanières vont et viennent sur ces marches étincelantes, beurrées de blonde lumière, azurées d'ombres transparentes. Que l'on doit voir du haut de cette plate-forme des perspectives ravissantes; de grands jardins entremêlés de jets d'eau, de statues et de terrasses, de lacs piqués çà et là de blanches étincelles par les barques lointaines, qui glissent comme des cygnes les ailes déployées à la brise; de montagnes de velours épinglé, où s'accrochent à mi-côte comme des nymphes fatiguées, de nonchalantes villa de marbre; tout ce que l'imagination d'un poète en belle humeur (s'il était des poètes joyeux) pourrait inventer d'amusant et de splendide.

A l'autre coin du tableau s'élève une belle colonnade de porphyre, où filent des luisants bleuâtres, où le jour s'accroche en vives arrêtes, aux saillies de la sculpture; un digne pendant de l'escalier; sous ce portique, des esclaves n'grés transvasent le vin de Syracuse dans des flacons de ciselure florentine; ils le transvasent même dans leur ventre, car le maître n'y regarde pas de bien près; de belles jeunes servantes soutiennent sur leurs mains blanches des plats d'or où fument des mets blonds et croustillants à l'œil. La frairie est complète. Sur la pelouse drue et fournie comme du velours, qui occupe le milieu du tableau,

(1) Voir la Presse du 23 mars.

sont assis ou à demi couchés des groupes de beaux seigneurs et de folles courtisanes qui chantent, devisent d'amour, prennent des sorbets ou mangent des conserves et des fruits. Au fond, une joyeuse troupe s'embarque dans une gondole, probablement pour aller à l'île de Cythère, comme les bergers de Watteau.

Voilà à peu près le tableau, autant que des mots incolores et sans forme, peuvent rendre une composition dessinée et peinte : telle est du moins la première impression. Sans doute, qu'en regardant de près, on trouverait des incorrections de dessin, des parties manquant de solidité et d'un ton superficiel, mais l'effet général est lumineux et gai. Il y a de l'air et du soleil, qualité rare; on pourrait aussi reprocher quelques réminiscences de Roqueplan, si des réminiscences de Roqueplan n'étaient pas encore des choses charmantes et qu'on est bien aise de rencontrer.

Nous ne saurions qu'engager M. Boulanger à persévérer dans cette route. Tant de peintres se sont épris, on ne sait pourquoi, du triste amour de la laideur, qu'on ne saurait trop encourager les gens de goût et de talent qui ne regardent pas l'élégance et la grâce comme au-dessous de leur génie. Il y a la peinture savante comme il y a la musique savante; nous savons, pour notre part, que souvent nous aimerions mieux autre chose.

Ne passons pas à un autre peintre sans donner aux aquarelles de Mme Elise Boulanger les éloges qu'elles méritent pour l'éclat et la vigueur du ton; il est peu d'aquarellistes qui arrivent à cette chaude transparence que l'on croirait réservée à la peinture à l'huile. Les Enfants du Pauvre et du riche, le sujet tiré de Jocelyn, les Premières cerises, sont de petits bijoux d'esprit et de couleur. Ceci sans la moindre galanterie.

L'on se souvient encore de l'effet prodigieux que produisit, à l'époque de son apparition, la Naissance d'Henri IV, d'Eugène Devéria; c'était le temps du moyen-âge pendule, des troubadours en redingotte abricot, bordée de bandes de velours noir; l'on parlait beaucoup de damoiselles, de tourterelles, de mandores, de paladins et de chevaliers. Chasselas florissait...

La surprise fut extrême; figurez-vous l'impression que dut produire sur des gens habitués au gothique de l'horlogerie, cette page animée et vivante avec les costumes sincères, les attitudes véritables de l'époque; comme les yeux accoutumés aux tons gris et froids des continueteurs de Guérin, de Girodet et de David, durent être éblouis de cette splendeur vénitienne et flamande, de ce luxe et de cette abondance de composition. La Naissance d'Henri IV est une des plus brillantes productions de l'école coloriste; et par ce tableau M. Eugène Devéria se mit tout de suite au premier rang parmi les rénovateurs de l'école française; la double étude de Rubens et de Paul Véronèse s'y fait également sentir; les tons fauves du Vénitien tempèrent le vermillon sanglant du Néerlandais. Il résulte de ce mélange la couleur la plus appétissante, la plus blonde et la plus agréable du monde; ajoutez à cela une science profonde du costume, de l'ajustement, de l'arrangement des groupes, et vous aurez un des plus remarquables tableaux qui se soient exécutés depuis l'extinction des grandes écoles de Flandre et d'Italie.

Après l'apparition de cette grande page, M. Eugène Devéria, par des motifs que nous ignorons, sembla se retirer sous la tente, et ne plus vouloir participer à la lutte. A peine si quelques esquisses chaudes et brillantes vint rappeler au public le nom du peintre, que du reste il n'avait pas oublié. Cette année, M. Eugène Devéria veut nous dédommager de son long silence et montrer aux gens qui n'ont pas vu ses tableaux de Notre-Dame-de-Lorette, et son plafond du Milon crotoniate qu'il n'a pas dégénéré; il s'est présenté avec une liste nombreuse : bataille, sainteté, histoire, genre, il a tout abordé avec une égale facilité et un égal bonheur.

Les tableaux apportés par M. Eugène Devéria sont : Une Fuite en Egypte, la Bataille de Marseille, Clotilde pleurant ses petits-fils tués par leurs oncles; des Bas-Bretons en prière devant une Croix; don Juan entraînant Zertine dans un cabinet, des portraits d'hommes et de femmes, et quelques fantaisies à l'aquarelle.

La Bataille de Marseille est la plus importante, ou tout au moins la plus vaste de ces compositions; cette toile a un faux-air de tapisserie des Gobelins d'un piquant singulier : vous diriez d'un Vandermeulen sur une grande échelle : il est impossible de faire ressortir d'une manière plus caractéristique, la physiologie et l'attitude de l'époque. Les chevaux et les cavaliers ont quelque chose de flamboyant et d'allumé qui rappelle la facilité de Louthembourg et du Bourguignon; ce sont bien là les grands genêts d'Espagne, les montagnes mecklembourgeoises à queues congruement tressées et rubanées de saveurs couleur de feu, qui nous font sourire dans les chasses et les escarmouches du Parrocet. Il règne dans toute cette peinture, un adorable parfum de rococo qui a peut-être le tort de diminuer l'impression sévère qui doit résulter d'une bataille où l'on se hache consciencieusement en pièces. Les groupes de blessés secourus par les chirurgiens et les vivandières qui occupent les premiers plans, sont d'un arrangement très adroit et très spirituel.

Cette bataille, sans atteindre à la furie et à l'effroi violent du pont de Taillebourg, sera sans contredit, avec celles de MM. Couder et Gallait, une des meilleures du musée de Versailles.

La Fuite en Egypte manque peut-être de la sévérité convenable; la Vierge est trop jolie, trop coquette; mais les anges sont charmants : ils diffèrent beaucoup des anges efflanqués et phthisiques de l'école néo-chrétienne; mais il ne nous est pas démontré que les anges soient plutôt de longs spectres d'un dessin maigre et d'une couleur rance, que de beaux garçons aux joues veloutées et dans la fleur d'une santé béate et reposée. Les anges de M. Devéria, quoiqu'un peu petits-maitres, nous paraissent aussi vraisemblables que les anges décharnés et macérés des partisans d'Overbeck.

Deux ou trois cadavres de petits enfants, le poignard dans la plaie, sont jetés sur le premier plan pour témoigner des cruautés d'Hérode, et indiquent les motifs de la fuite des trois saints personnages.

La Clotilde pleurant ses petits-fils est disposée dans le genre de la Naissance d'Henri IV. Les enfants de Clodomir, couchés sur leur lit de mort, en occupent le milieu. Clotilde, vêtue de noir, pâle, les yeux rouges de larmes, est agenouillée auprès de la couche funèbre. On voit dans ce tableau, composé en pyramide, plusieurs figures engagées dans le cadre. M. Devéria affectionne cet arrangement, qui donne à la scène du pittoresque et de l'étrangeté.

Cette peinture est d'une pâte plus grasse, plus riche et plus solide que les autres du même artiste. Elle est traitée moins librement et moins sans façon; plusieurs morceaux se font remarquer par la finesse et la vérité du ton.

Les Bretons au pied de la croix forment un groupe d'un goût parfait et d'un aspect très agréable; on y désirerait un peu plus de piété et de conviction.

Les autres morceaux, aquarelles et portraits, sont touchés avec cette désinvolture, cet agrément et cette facilité de pinceau qui distinguent les moindres productions de M. Eugène Devéria. Mais nous ne saurions trop engager ce jeune peintre à ne pas tant se laisser aller à son abondance naturelle; pour se soutenir à la hauteur de son glorieux début et se surpasser lui-même, il a besoin d'études austères, continues, et comme Ovide, le charmant poète, il ne doit pas être trop indulgent

pour son propre génie. Le naturel le plus heureux a besoin d'être soutenu et ravivé par un travail assidu et la contemplation constante de la nature. Nul peintre n'est plus heureusement doué que M. Eugène Devéria, et, s'il voulait, au lieu d'être l'un des premiers, il pourrait être le premier. Il n'a pas tenu complètement les grandes espérances que ses commencements avaient fait concevoir.

M. Winterhalter, le gracieux peintre des Conteurs du Décaméron, se présente cette année avec une figure de grandeur naturelle, une Jeune fille de l'Ariceia.

C'est une jeune et charmante créature assise nonchalamment, avec une belle jupe de taffetas bleu de ciel, un corset rose, du linge éblouissant, des nœuds et des bouffettes de rubans épanouis comme des roses sur sa joyeuse parure; son tambour de basque vibre encore à côté d'elle; elle rêve, car elle vient de danser, et la danse inspire aux jeunes filles de profondes méditations; à quoi rêve-t-elle, à sa parure, à sa jeunesse, à son amour, à sa beauté, à ses beaux souliers neufs, dont on voit la semelle presque vierge et luisante encore; à main, repliée, soutient son menton à fossette, elle a l'air moitié gai, moitié triste, avec un petit air adorablement boudeur; derrière elle le soleil criblé de ses flèches lumineuses les cimes panachées des grands arbres de la forêt; ô jeune fille d'Ariceia! laisse ce sourire éincelant relever les coins de ta charmante petite bouche, car tu ne seras jamais aussi jolie qu'aujourd'hui; tu es dans l'heure de ta beauté suprême, et Winterhalter, le poétique Allemand, a saisi le moment favorable pour te fixer sur la toile. Demain, à coup sûr, tu seras moins belle et c'est peut-être ce pressentiment inavoué qui te fait rêveuse.

Assurément, l'on ne peut refuser du charme à cette peinture, et même une grande habileté; pourtant la pâte est maigre, mal nourrie; la toile, à peine couverte, produit des transparences fâcheuses; on dirait que le tableau est exécuté à l'essence et non à l'huile, et par place, il a tout-à-fait l'aspect d'une détrempe; une peinture aussi peu solide ne pourra pas résister à l'action du temps : dans vingt ans, elle aura disparu; ce sera grand dommage. Le dessin gagnerait aussi à être plus serré. Le portrait du prince de Wagram, que l'on vante beaucoup, ne nous ravit pas, à beaucoup près, autant; cela est trop propre, trop vernissé, trop luisant; la petite fille lutte de grâce avec les plus jolis enfants de Lawrence : somme toute, c'est un des portraits le plus remarquables du salon; mais nous aimerions mieux une autre Jeune fille d'Ariceia ou un second Far niente.

THÉOPHILE GAUTIER.

Il va paraître dans quelques jours, à la librairie de Dumont, un nouvel ouvrage de Spindler, auteur du Juif et de la Nonne de Guadenzell, sous le titre de Aventures d'un gentilhomme allemand. Cet ouvrage, dit-on, spirituel, gai et vif, a été traduit par un élève distingué de l'Ecole polytechnique. Le nom de l'auteur promet beaucoup.

L'assemblée générale composée de soixante-deux des actionnaires de la société de PONT-REMY, pour la filature du lin, a eu lieu hier.

Le gérant a rapidement exposé que la conviction seule de la réussite de l'opération l'avait décidé à la mettre par actions; que les capitalistes de Paris et de la province avaient répondu, au-delà de ses espérances, à l'appel qu'il leur avait fait, puisqu'en trois semaines il avait réuni les 1,500,000 francs nécessaires à la formation de la société; que le cours de 1,260 fr. auquel étaient arrivées les actions de la société, au milieu de la baisse extraordinaire subie par toutes les autres actions industrielles, démontrait clairement que son opération avait été comprise par le public, et classée au nombre des affaires utiles et sérieuses.

Il a de plus exposé que la filature de lin était la plus belle conquête que la France ait pu faire sur l'Angleterre; que les résultats qu'on devait en attendre étaient immenses; que le lin, matière première, étant de 50 à 40 pour cent meilleur marché que le coton, et pouvant être filé au même prix, devait naturellement obtenir l'avantage sur ce dernier produit; que l'on pouvait juger de la valeur de ses assertions en allant visiter ses machines et métiers dans son établissement, à Paris; qu'il était tellement convaincu des résultats de l'opération, qu'il ne s'était réservé dans l'acte social qu'une part dans les bénéfices après l'intérêt payé aux actionnaires.

Il ajoute que tous les frais préparatoires avaient été supportés depuis dix-huit mois par lui seul; que la société n'aurait pas de frais d'essai à supporter; que le capital de la société était entier, car il a voulu la filature du lin pour avoir la filature du lin.

Il a terminé en disant que, quoiqu'en commençant, l'opération se trouvait déjà dans les conditions les plus favorables, puisque le cours d'eau appartenant à la société pourrait être réalisé avec un bénéfice de plus de 100,000 fr.; que des offres lui étaient faites par des maisons anglaises pour l'achat de ses brevets; qu'enfin il espérait que vers la fin de septembre, au plus tard, l'établissement serait en pleine activité.

L'assemblée a alors nommé pour son président M. Hippolyte Duroselle, armateur au Havre. On a procédé ensuite à la nomination de cinq commissaires de surveillance, et le scrutin a donné pour résultat les noms suivants :

MM. Brière-Vallée, négociant à Paris;
Chambeau père, propriétaire à Paris;
Vital, propriétaire et maître-adjoint à Passy;
Soulié, ancien négociant;
Lavocat, rentier.

— AVIS aux spéculateurs, entrepreneurs de plaisirs publics, restaurateurs, marchands de vins, etc., etc., de l'île de Saint-Germain, située en face du pont, à cent pas du chemin de fer. — Cinq cent mille personnes ont été transportées à Saint-Germain depuis le 26 août jusqu'au 31 décembre. A partir du 1^{er} avril, le chemin de fer est en mesure de transporter quatre-vingt mille personnes dans une journée. Il est évident que Saint-Germain va devenir le centre des plaisirs de Paris, des promenades et parties sur l'eau. Dans des circonstances bien moins favorables, l'île Saint-Denis a été jusqu'à ce jour une fortune pour ses nombreux locataires. L'île de Saint-Germain, de la contenance de dix arpents, est plantée de superbes ombrages. Le propriétaire offre de louer ou de vendre aux conditions les plus avantageuses en tout ou en partie par arpent, demi-arpent, ou quartier. Cette île est également susceptible de devenir un Tivoli pour bals, fêtes et concerts, ou le parc d'une magnifique habitation. On peut établir en outre sur les bords de l'île de Saint-Germain des bains et une école de natation, et en faire le centre de plaisirs nautiques, qui seraient très goûtés du public parisien. Les bords de l'île peuvent servir de mouillage à une centaine de batelets. — S'adresser chez M. Melchior Tiran, propriétaire, rue Notre-Dame-de-Grâce, n° 6, quartier de la Madeleine, Paris.

— La Société d'horticulture générale peut encore disposer d'un grand nombre de belles variétés de rosiers francs de pied au prix de 65 à 75 cent. On expédie dans les départements et à l'étranger.

La Société se charge de l'arrangement et de la plantation des jardins dans Paris, et de la fourniture de fleurs pour les fêtes.

Les serres sont visibles de 6 heures du matin à 6 heures du soir. (Boulevard Mont-Parnasse, 57.)

— Les actionnaires des mines de houille de la Haute-Loire sont prévenus qu'à partir du 1^{er} avril, ils pourront se présenter chez M. Lechat, agent de change, rue Lepelletier, 23, pour effectuer le paiement du 5^e quart du prix des actions, et recevoir les intérêts et le dividende fixé par l'assemblée générale du 25 février dernier.

— M. Robertson va faire paraître le texte de toutes les leçons de son cours de langue anglaise en cinquante-six grands tableaux, à l'usage des maisons d'éducation. Ces tableaux sont imprimés en assez gros caractères pour pouvoir être lus par une classe de soixante élèves. Ils deviennent indispensables aux nombreux professeurs qui ont adopté la méthode Robertson, et seront la garantie la plus sûre pour les chefs d'institutions et pour les parents que cette méthode est suivie fidèlement et dans tous ses détails. On trouve le prospectus et l'on peut voir le spécimen chez le professeur, rue Richelieu, 47 bis.

— Office de publicité, 9, boulevard Montmartre, négociations d'actions industrielles, insertions et abonnements à tous les journaux français et étrangers, commission d'articles de Paris, vente d'immeubles, belle maison de campagne aux environs de Paris, vente, démarche à faire ou à suivre près des ministères et administrations, renseignements sur les sociétés, l'office se charge d'être le représentant auprès des entreprises industrielles, etc., etc., soit pour la rentrée de leurs intérêts; plusieurs actions à vendre et à acheter.

